



**Arrêté n° 1122-22-20-080
de mise en demeure
Société AUGROS COSMETIC PACKAGING
Commune de VAL-AU-PERCHE (61)**

Le Préfet de l'Orne,

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.231-1 à L.231-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2022 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 complété le 12 février 2020, délivré à la société Augros Cosmetic Packaging dont le siège social est situé Z.A. du Londeau – rue de l'Expansion – 61 000 Cerisé pour exploiter son établissement situé Z.A. La bruyère – 61 260 VAL-AU-PERCHE ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 11 août 2022 transmis à l'exploitant ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans les délais impartis ;

Considérant que de nombreuses plaintes récurrentes de riverains sont recensées, depuis plusieurs années et de façon récurrente, en raison de nuisances olfactives et de retombées de vernis ;

Considérant que l'émission annuelle cible (EAC) de composés organiques volatils (COV) du site, prescrite à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé n'est pas respectée au regard du schéma de maîtrise des émissions (SME) et des bilans massiques des années 2019, 2020 et 2021 ;

Considérant que l'autosurveillance des émissions de composés organiques volatils (COV) réalisée conformément à l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé

met en évidence que les concentrations en COV relevées en sortie des conduits n° 5, 6, 14, 21 et 22 dépassent la valeur limite fixée à 50 mg/Nm³ par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 alors même que ces 5 émissaires représentent près de 90% des émissions canalisées du site ;

Considérant que la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) en COV constitue un régime dérogatoire au respect des valeurs limites de rejets en COV aux émissaires, fixées par l'article 3.2.4 précité de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que l'absence de respect de l'EAC définie dans le schéma de maîtrise des émissions (SME) établi en 2016, et prescrite par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé, peut conduire l'inspection des installations classées à refuser le régime dérogatoire lié au SME et considérer ainsi que les valeurs limites de rejets en COV aux émissaires sont opposables ;

Considérant que la mesure annuelle d'autosurveillance des poussières totales n'est pas effectuée sur les conduits des cheminées n°3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 contrairement aux dispositions de l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que le plan de gestion des solvants et les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques ne sont pas accompagnés d'une interprétation des résultats et des actions correctives associées, conformément aux dispositions de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé ;

Considérant qu'il a été constaté la présence de fûts et IBC contenant des déchets liquides entreposés hors rétention, ce qui ne respecte pas les dispositions des articles 5.1.3 et du chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que la société Augros Cosmetic Packaging n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier en ne se conformant pas aux dispositions des articles 3.2.4, 10.2.1.1, 10.3.1, 5.1.3 et du chapitre 8.4 de son arrêté préfectoral du 8 octobre 2018, ci-avant visé ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Contrôle des émissions de poussières

La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à VAL-AU-PERCHE (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier BOURGINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé :

Article 10.2.1.1 – Autosurveillance des émissions par mesures

Des mesures des émissions de COV et de poussières sont effectuées 1 fois par an. Ces mesures concernent les 28 conduits identifiés à l'article 3.2.2 de l'arrêté du 8 octobre 2018.

Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les mesures de poussières

ARTICLE 2 : Émissions en composés organiques volatils (COV)

La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à VAL-AU-PERCHE (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier BOURGINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé :

Article 3.2.4 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

[...] La concentration en COV sortie des conduits n°5, 6, 14, 21 et 22 est de 50 mg/Nm³.

[...] Les installations concernées par l'activité revêtement font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) de composés organiques volatils validé.

Le respect du schéma de maîtrise des émissions garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Son application permet de déroger aux valeurs limites fixées ci-dessus pour ces installations. [...]

L'émission annuelle de référence retenue est 169 tonnes de COV pour l'année de référence 2003.

L'émission annuelle cible définie (EAC) est $EAC = 0,856$ kg de COV émis par kg d'extrait sec utilisé.

Délai : L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour proposer un plan d'action détaillé sur les gains environnementaux obtenus et escomptés permettant d'atteindre le respect de l'EAC et/ou des niveaux de concentration en COV pour les conduits 5, 6, 14, 21 et 22.

ARTICLE 3 : Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à Val-au-Perche (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier BOURGINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé :

Article 10.3.1 – Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les

actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Délai : L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre le schéma de maîtrise des émissions de COV actualisé ainsi que son interprétation des résultats de l'autosurveillance des émissions atmosphériques.

ARTICLE 4 : Gestion des déchets liquides

La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à Val-au-Perche (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier BOURGINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé :

Article 5.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

[...] L'exploitant est tenu d'évacuer ses déchets régulièrement.

Chapitre 8.4 – Dispositif de rétention des pollutions accidentelles et confinement

I - tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- 50 % de la capacité totale des réservoirs.*

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;*
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;*
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.*

Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Faute pour la société AUGROS COSMETIC PACKAGING de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié à la société AUGROS COSMETIC PACKAGING, représentée par son président du directoire M. Didier BOURGINE, et dont le site est situé : ZA La Bruyère, 61260 VAL-AU-PERCHE.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de VAL-AU-PERCHE pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

ARTICLE 8 : Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de VAL-AU-PERCHE, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, unité bi-départementale de l'Eure et de l'Orne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **23 SEP. 2022**

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale,



Marie CORNET